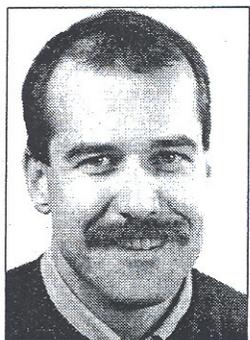


Le cadeau insensé fait par le monde aux pays anglophones



François Grin, professeur et directeur adjoint du Service de la recherche en éducation du Département genevois de l'instruction publique, évoque les aspects économiques et politiques de la prépondérance de l'anglais, notamment l'avantage que représente pour les Etats-Unis l'abandon de l'enseignement des langues

La diffusion de l'anglais n'est pas une fatalité, et moins encore un phénomène naturel comme le vent ou les marées: c'est un processus social, politique et économique, et à ce titre, c'est un phénomène à l'égard duquel la société peut et doit prendre position. La question, dès lors, est de savoir dans quel environnement linguistique nous voulons vivre: un environnement linguistique homogénéisé et uniformisé où l'anglais règne, d'abord en maître, puis finalement seul, dans un monde unilingue? Ou préférons-nous, au contraire, un environnement caractérisé par la diversité des langues et des cultures? Poser la question, c'est y répondre, mais il n'est pas inutile de rappeler que d'un point de vue de politique publique, la question est du même ordre que celles qui se posent à l'égard de la qualité de l'environnement naturel.

Dès que l'on commence à examiner de plus près les avantages et les inconvénients des différents scénarios linguistiques, on se rend vite compte du simplisme et des dangers du «tout-à-l'anglais». Passons sur le fait que l'anglais est une langue difficile, et qu'il est donc très coûteux (en temps, en effort, et par conséquent en argent) de l'apprendre correctement. Ceux qui nient cela, ce sont ceux qui ne savent pas l'anglais (tout en ayant, souvent, l'illusion de le maîtriser: la publicité qui encombre notre champ visuel pullule d'exemples d'anglais incorrect, et parfois cocasse).

Mais la généralisation de l'anglais, c'est surtout la plus inéquitable des solutions imaginables. En effet (contrairement à ce qu'affirme Joëlle Kuntz dans sa chronique du 7 janvier), il n'y a rien de «neutre» à l'usage de l'anglais, d'autant plus que nous vivons dans un monde globalisé où l'on ne peut pas se contenter de peser les solutions à la petite échelle helvétique. Ainsi, accorder à l'anglais une place dominante (qui se traduit bien vite par «hégémonique») dans la communication entre per-

sonnes de langues maternelles différentes, cela veut dire les cinq choses suivantes:

Premièrement, c'est livrer aux anglophones (natifs) un énorme marché, notamment dans l'enseignement des langues et la production de matériel pédagogique.

Deuxièmement, cela épargne à ces mêmes anglophones tout effort de traduction (vers d'autres langues) des messages qu'ils émettent, ou de traduction vers l'anglais de messages émis dans d'autres langues – puisque, dans l'univers qu'on nous annonce, tout un chacun dirait en anglais ce qui doit être compris par des locuteurs de langues tierces.

En évitant tout effort d'enseignement des langues étrangères, les Etats-Unis économisent quelque 16 milliards de dollars par année

Troisièmement, c'est permettre aux systèmes éducatifs des pays anglophones d'économiser, à nos dépens, des sommes considérables: ils n'ont plus vraiment besoin d'enseigner à leurs enfants l'allemand, le français, l'espagnol ou le russe, puisque c'est le reste du monde qui fait l'effort d'apprendre leur langue. De fait, le Royaume-Uni a récemment réduit son effort d'enseignement des langues étrangères; quant aux Etats-Unis, voici des décennies qu'ils ne font même plus semblant de les enseigner. On peut chiffrer l'économie que réalisent ainsi les Etats-Unis à quelque 16 milliards de dollars par année: cela représente un tiers du soutien public à la recherche dans ce même pays. Rappelons qu'en Suisse seulement on dépensait, voilà dix ans, quelque 650 millions de francs

par an pour apprendre l'anglais, et ce chiffre est immanquablement supérieur aujourd'hui.

Quatrièmement, il faut bien voir que les économies ainsi réalisées (notamment par les Etats-Unis) peuvent être réinvesties ailleurs dans le système de formation, contribuant ainsi à l'avance américaine dans d'autres domaines. Donc, c'est nous-mêmes qui favorisons cette avance, en la finançant, fût-ce indirectement.

Cinquièmement, malgré l'énorme investissement consenti dans le monde entier pour apprendre l'anglais (parfois, dans des familles à revenu modeste de pays du tiers monde, au prix d'énormes sacrifices), les non-anglophones restent toujours, sauf rares exceptions, en position d'infériorité linguistique face aux anglophones natifs, dans toute situation de négociation ou de conflit.

Passer au tout-à-l'anglais, c'est donc se faire avoir sur toute la ligne. Et si la Suisse, exemple jusqu'ici remarquable de gestion du pluralisme, s'abandonnait au tout-à-l'anglais, elle ne se contenterait pas de donner là un bien mauvais exemple: elle se rendrait complice d'une situation extraordinairement inéquitable, et finirait par être elle aussi l'un des dindons de la farce.

Dès lors, comment expliquer la popularité de l'anglais et l'enthousiasme qu'il suscite en Suisse (tout particulièrement, semble-t-il, dans certains cantons)? On pourrait remonter au XVI^e siècle et évoquer La Boétie et son *Discours de la servitude volontaire*; on pourrait aussi y voir une fascination pour le pouvoir, et la croyance naïve que l'on peut s'en approprier une parcelle en singeant la langue du pouvoir. Mais l'explication est peut-être plus simple: il n'y a pas longtemps que l'on pose réellement la question de la «justice linguistique», et on commence tout juste à tenter de chiffrer financièrement les cadeaux insensés que le monde entier fait aux pays anglophones. En d'autres termes, la prise de conscience n'en est qu'à ses débuts, et elle doit faire son chemin. Il nous incombe donc à tous d'y être attentifs, non seulement par souci d'équité, mais aussi dans notre propre intérêt.

F. G.